PREMIER TOUR DE LA PRÉSIDENTIELLE EN FRANCE

Victoire de la gauche, Sarkozy installe durablement le FN

Cette élection présidentielle est-elle la bonne, celle qui tournera la page Sarkozy et fera revenir la gauche au pouvoir ? Au vu de l'arithmétique, l'on serait tenté de dire oui. Au vu des déclarations des autres candidats de gauche sur le report de leurs voix en faveur de Hollande, l'on dirait aussi qu'il y a beaucoup de chance à ce que les socialistes reviennent au pouvoir après plus de vingt ans d'un pouvoir sans partage de la droite. Mais rien n'est encore fait et le score du Front national en assomme plus d'un dans l'Hexagone et beaucoup de s'interroger : la France a-t-elle, au lendemain de ce premier tour, basculé dans une tri-polarisation de son paysage politique ? Les états-majors des deux finalistes s'attellent maintenant à peaufiner leur stratégie pour tenter de faire gagner leur candidat.

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

Les derniers chiffres officiels donnent cette répartition : Hollande 28,63%, un score historique pour le PS depuis Mitterrand en 1988 ; Sarkozy 27, 08%, soit trois points de moins qu'au premier tour de 2007 ; Le Pen 18%, un score historique jamais atteint par son père, même lorsque qu'il s'était retrouvé finaliste en 2002 ; Mélenchon 11%, qui confirme la dynamique de la gauche du PS mais qui est loin des prévisions et des espérances tout en constituant une réserve importante pour le finaliste PS. Bayrou 9%, soit la perte de la moitié de ses électeurs de 2007 ; Eva Joly à 2,3, un score relativement bas mais assez attendu cette année pour les Verts.

Chacun des cinq autres candidats n'a pas réussi à réunir plus de 3% autour de sa candidature.

Hollande gagne la première manche, l'espoir renaît pour toute la gauche

Que François Hollande soit classé en première position constitue pour ce premier tour la première grande surprise, même si certains instituts de sondages l'avaient entrevu ces dernières semaines.

En tête du premier tour, le candidat socialiste, contrairement à Sarkozy, a continué tout au long de la campagne, avec constance et cohérence, à expliquer son programme aux Français. «C'est un acte de confiance dans le projet que j'ai présenté devant les Français pour redresser notre pays dans la justice, pour maîtriser la finance, pour retrouver la croissance et l'emploi, pour réduire la dette, pour protéger notre industrie, pour promouvoir les valeurs de la République, pour préparer l'avenir et notamment la transition énergétique.»

Dans ce seul extrait de l'intervention de Hollande à l'issue de la proclamation des résultats du premier tour, on trouve déjà ce qui pourra peut-être lui assurer la victoire au soir du deuxième tour : le redressement du pays mais dans la justice, une valeur de la République qui a été quelque peu piétinée ces dernières années par la droite. Hollande a toutefois bien conscience que si ce premier tour a constitué une sanction et un désaveu du candidat sortant dont le discours tout au long de ces derniers mois a fait le jeu de l'extrême droite, son score à lui, un premier essai victorieux, ne suffit pas à engranger une victoire finale. Il lui faudra rassembler et il a déjà commencé à le faire en appelant à un rassemblement de tous les citoyens attachés à une République enfin exemplaire et promettant de «répondre aux inquiétudes légitimes, aux colères nombreuses que le scrutin a révélées». Il est clair que ces colères se sont exprimées à deux niveaux.

D'abord chez les électeurs de gauche. Jean-Luc Mélenchon a fait un score plus faible que celui attendu, mais il a réussi à faire revenir la gauche glorieuse des années 1980 sur la scène politique française.

Dès dimanche soir, Mélenchon a clairement indiqué que le seul objectif pour le 6 mai était de battre Sarkozy, sans condition et demandé à ses électeurs de reporter leurs voix sur Hollande. Une victoire de ce dernier, qui enregistre aussi un report de voix d'Eva Joly (2,3 %) mais certainement aussi de la candidate Nathalie Arthaud de lutte ouvrière et du candidat Poutou du nouveau parti anti-capitaliste (à eux deux 1, 8% des suffrages exprimés).

Le ni oui ni non du centre fait encore trébucher Bayrou

Quant aux 9,1 % du candidat du Modem, soit 3 millions d'électeurs, nul ne sait encore sur quelle candidature ces voix vont se reporter. «Je vais m'adresser aux deux candidats sélectionnés pour le deuxième tour, je vais leur dire ce qui est pour nous l'essentiel, en termes de valeurs, en termes d'actions à conduire, j'écouterai dans les jours qui viennent leurs réponses et je prendrai mes responsabilités.» Aucune décision donc sur le report de voix de Bayrou qui considère que les résultats du premier tour qui donnent un «paysage éclaté, le trouble du pays…» devraient l'amener à proposer de «construire d'urgence une force d'équilibre du centre». S'il ne donne pas de consignes claires, son électorat, selon les prévisions des instituts de sondage, se répartirait pour un tiers pour Sarkozy, un tiers pour Hollande et un autre tiers qui ne se prononcerait pas.

Seule victoire de Sarkozy : le retour de l'extrême droite

Ce que ces instituts n'ont cependant pas vu dans leurs sondages sur les intentions de vote, c'est bien la montée sans pareille du Front national, même si tout le monde s'accordait à dire que les idées du Front national, crise oblige mais pas seulement, ont creusé des sillons dans la société française.

Les résultats de Marine Le Pen donnent plus que jamais des ailes à la fille de son père : «Ce n'est qu'un début, continuons le combat», a lancé la candidate FN. Marine qui a estimé que «rien ne sera plus comme avant». «Face aux faux sondages, nous tous ensemble avons fait exploser le monopole des deux partis de la banque, de la finance, des multinationales, du renoncement et de l'abandon», a-t-elle ajouté. «Face à un président sortant, à la tête d'un parti considérablement affaibli, nous sommes désormais la seule et véritable opposition à la gauche ultra-libérale, laxiste et libertaire.»

Pour qui voteront les candidats de Marine Le Pen ? On pourrait répondre certainement pas pour la gauche, cela pourrait aller de soi mais en l'occurrence, à écouter des électeurs du FN sur les ondes radiophoniques lundi matin, pas mal d'entre eux reporteraient leurs voix sur Hollande n'ayant voulu faire, au 1er tour, qu'un vote d'avertissement. Et certains de poursuivre : «Nous ne voulons au fond ni du racisme ni de la fin de l'euro».

L'extrême droite a, en tout cas, le vent en poupe comme beaucoup de pays européens en cette conjoncture de crise. Mais la crise n'explique pas tout. Si «cette tache indélébile sur les valeurs démocratiques» a pris, c'est comme le dit si justement Eva Joly à cause de l'œuvre de Sarkozy et de «ces apprentis sorciers de l'identité nationale, qui à force de discours de division et de haine» ont permis cette ascension.

Nicolas Sarkozy aura réussi, dans tous les cas, à faire la victoire de l'extrême droite. Il ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. Dès la proclamation des résultats du premier tour, lui qui s'attendait à balayer Hollande en se classant le premier, il a mis ce résultat sur le dos de la crise et a commencé d'ores et déjà un exercice de séduction sans pareil en direction des électeurs du FN, utilisant le discours que chérit tant l'extrême droite : «J'appelle maintenant tous les Français qui mettent l'amour de la patrie au dessus de toute considération partisane ou de tout intérêt particulier à s'unir et à me rejoindre.» Pourtant, cette stratégie d'appel au patriotisme étriqué et à la nation fermée sur elle-même ne lui a pas tellement réussi. Mais il récidive et on le verra, au cours des 15 jours qui nous séparent du second tour, crier encore à la mort de la France si jamais les citoyens votaient pour Hollande et avertir du danger que constitue la politique de Hollande, celle notamment relative à l'immigration, cauchemar de la Marine.

K. B.-A.

FRANCE

Sarkozy drague déjà l'extrême-droite

Nicolas Sarkozy a échoué à arriver en tête du premier tour car c'est bien la première fois qu'un président sortant n'arrive pas en tête du premier tour d'une élection présidentielle. Droitisant à l'extrême sa stratégie, il parie dès lors sur les voix obtenues par le Front national pour se faire réélire.

Par Hassane Zerrouky

Quand l'UMP valide le discours du Front national

Cinq années de sarkoszysme ont de fait légitimé le projet extrémiste et raciste du Front national de Marine Le Pen. Ainsi en est-il des thématiques crédibilisées par le discours de Nicolas Sarkozy et de ses amis de l'UMP. Le ton a été donné dès 2007 avec la création d'un ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale dont il avait fait un symbole de sa campagne électorale, avant qu'il n'y mette fin en 2010 : l'association des deux termes (identité et immigration) renvoie à l'idée que la France et les Français ont un problème avec l'immigration maghrébine et africaine. Et depuis lors, ce fut une déferlante de thèmes, de petites phrases, porteurs de xénophobie et de germes du racisme anti-maghrébin et africain. Ainsi en est-il de cette phrase lâchée en septembre 2009 par le ministre de l'Intérieur

Brice Hortefeux faisant connaissance d'un militant de son parti d'origine maghrébine : «Quand il y en a un, ça va... C'est quand il y en a beaucoup qu'il y a des problèmes !» Dans la foulée, le secrétaire général de l'UMP, Jean-François Copé, lançait un débat sur l'identité nationale axé essentiellement sur le danger que représenterait l'Islam amalgamé à islamisme… au nom d'une laïcité sélective ! Bien que le débat ait tourné court fin 2010, il récidive avec sa loi sur la burqa alors que celles qui le portent ne dépassent pas, selon un rapport de police, plus de… 300 personnes dans un pays de plus de 60 millions d'habitants ! Entre-temps, en juillet 2010, à l'occasion d'un fait divers, un braquage de casino à Grenoble, Nicolas Sarkozy reprend une idée du Front national, le retrait de la nationalité française aux «délinquants» d'origine algérienne nés en France, car ce sont eux qui étaient visés. Et que dire de ces petites phrases sur la prétendue supériorité de la civilisation occidentale balancée par le ministre de l'Intérieur Claude Guéant, puis ce discours en pleine campagne électorale sur la viande «halal ..!» Jouant sur la peur de l'immigration, d'une régularisation massive des sans-papiers, le terrorisme islamiste comme on l'a vu dans l'affaire Mohamed Merrah, renouant avec des thèmes dignes de la guerre froide, le «danger communiste» représenté par Jean-Luc Mélenchon, le retour de la gauche au pouvoir associée à la gauche radicale, Nicolas Sarkozy n'a pas réédité son pari de 2007 : maintenir le Front national autour de 10% ou moins, et arriver en tête du premier tour. Aussi en est-il réduit à compter sur les voix du Front national pour l'emporter au second tour comme l'attestent les propos de Jean-François Copé se réjouissant que l'addition des scores de Sarkozy et Marine Le Pen soient supérieurs au total des scores de gauche.

Marine Le Pen ravie

Ravi que ses thèmes racistes soient portés par Nicolas Sarkozy et ses amis, le Front national n'avait, dès lors, qu'à inviter les électeurs à choisir l'original que la copie. Au point où avec 18% de voix, près de 6 millions d'électeurs, la candidate du Front national a fait mieux que son père, l'ex-tortionnaire parachutiste durant la Bataille d'Alger. Comme le souligne le chercheur Sylvain Crépon, cité dans *Libération*, elle a réussi en plus à «démocratiser» la xénophobie, s'opposant à l'immigration «au nom des valeurs de la République, affirmant qu'il y a une population qui ne respecte pas les valeurs de la laïcité : les musulmans». La candidate de l'extrême droite se pose en arbitre du second tour tout en caressant le rêve d'imploser la droite traditionnelle et, partant, incarner la seule opposition en mesure de battre la gauche avant de la rayer de la carte politique. Ses «frères» de Hongrie y sont parvenus, ses petits amis hollandais ont failli y réussir, pourquoi pas le Front national ?

Mélenchon, victime d'une campagne axée et l'anti-communisme

Jean-Luc Mélenchon et le Front de gauche, sur qui reposaient de nombreux espoirs, n'ont pas réussi à arracher la troisième place. Crédité de 15%, il n'en a obtenu que 11,1%. L'homme est parti de loin. En février dernier, lors du débat contre Marine Le Pen sur BFM-TV, Jean-Luc Mélenchon était crédité de 3% d'intention de vote alors que la candidate du Front national était déjà à 21%. Et tant qu'il était au bas des sondages, entre 4 et au mieux 7%, ce n'était pas un danger, Mélenchon faisait sourire ! Le 15 mars, un mois avant le premier tour, les sondages lui attribuaient à peine 8% d'intention de vote. Pas de quoi effrayer le bobo parisien ! Le tournant ? C'est le rassemblement à la place de la Bastille à Paris le 18 mars qui a changé la donne, le propulsant à 15%, puis entre 15 et 17%. Alors là, l'homme commençait à faire peur. Sa percée dans les sondages n'était pas bien vue surtout par certains socialistes, leurs alliés verts et les centristes de Bayrou, avec qui Hollande comptait s'allier. Aussi, quoi de surprenant que l'on assiste à une pression médiatique visant à le décrédibiliser. Quelques jours avant le premier tour, en effet, *l'Express, le Nouvel Observateur, le Point, le Monde, Libération*, des journaux de province, les radios et les télés, des ténors de gauche comme Daniel Cohn-Bendit, étaient montés au créneau pour le descendre en flèche. Au point où à la veille du premier tour, Jean-Luc Mélenchon n'a pas hésité à dénoncer ceux qui consacraient «l'essentiel de leur énergie à taper sur le Front de gauche» au lieu de «contrer l'extrême droite». Dimanche soir, se rappelant à leur souvenir, le leader du Front de gauche, qui a assuré avoir «porté sur son dos l'essentiel du combat» contre l'extrême droite, les a vivement tancés : «honte à ceux qui ont préféré nous tirer dessus plutôt que de nous aider» !

Reste l'essentiel : Mélenchon et le Front de gauche ont réveillé un courant politique, le socialisme historique, que beaucoup avait rangé aux oubliettes de l'histoire et redonné espoir à beaucoup de Français. Et ouvert une perspective inédite, l'écologie politique comme alternative au capitalisme libéral. Il a réussi à faire bouger les lignes au point que François Hollande a été contraint de gauchiser son discours et même Nicolas Sarkozy, lui emprunter ses propositions telle la taxation des riches !

H. Z.